

Kinshasa, ce 23 juin 2018.

Copies pour information :

- Monsieur le Secrétaire Général des Nations-Unies
- Monsieur le Président de la SADC
- Monsieur le Président de la CEEAC
- Monsieur le Président du CIRGL

**A Monsieur le Président de l'Union Africaine
C/O Quartiers généraux de l'Union Africaine
Addis-Ababa (Ethiopie)**

**Objet : Appel du Comité Laïc de Coordination (CLC)
sur la situation de la RDC**

Monsieur le Président,

Le 10 Mars 2018, le Comité Laïc de Coordination avait saisi la Communauté Internationale, par le Secrétaire Général des Nations-Unies, pour attirer son attention sur la situation de blocage que connaissait la mise en œuvre de l'Accord politique et inclusif de la Saint-Sylvestre qui devait conduire la RDC vers des élections crédibles, transparentes et inclusives, capables de garantir la paix postélectorale.

En ce jour de la convocation de l'électorat en RDC, le CLC porte à votre connaissance que cette situation n'a connu aucune évolution positive. Aucune mesure significative d'impartialité et de bonne foi n'a été d'application de la part des gouvernants et de la direction de la Commission électorale nationale indépendante (CENI).

En effet, aucun opposant politique emblématique n'a été libéré ; aucun exilé politique n'a pu regagner le pays ; la tension sociale et politique continue à être entretenue par des interpellations fantaisistes et des arrestations arbitraires des membres des mouvements citoyens ainsi que des activistes pro-Démocratie et des Droits de l'homme ; les espaces démocratiques et médiatiques n'ont pas été libéralisés ; les mesures d'interdiction des manifestations politiques ne sont levées que de manière sélective pour tromper la communauté internationale.

[Handwritten signatures and initials in blue and black ink]

De plus, contre toute attente, des affiches publiques dans le pays et des propos de certains membres de la Majorité présidentielle font ostensiblement état de la candidature du Président Kabila à un troisième mandat, en violation de la Constitution et dudit Accord.

Concernant le financement des élections, on note à ce jour l'absence de décaissements de fonds alors que le gouvernement a opposé un refus catégorique à l'aide proposée par la Communauté internationale pour soutenir ce processus.

Par ailleurs, la haute direction de la CENI a perdu toute crédibilité pour garantir la transparence et l'inclusivité de ce processus, comme l'atteste son obstination à imposer le recours à la machine à voter non prévue par la loi et décriée par tous.

Les déficiences du fichier électoral relevées récemment par l'audit de l'OIF, notamment l'existence d'une réserve de plus de 7 millions d'inscrits sans empreintes digitales et la disparition des cartes vierges, accentuent le doute sur son sens d'équité et d'impartialité. Une crise totale de confiance s'est ainsi installée entre l'électorat et l'organe chargé des élections.

Dans ces conditions, le résultat du processus électoral en cours, n'a aucune chance de conforter l'unanimité nationale et de garantir la paix pendant et après les élections. Cette situation est intolérable d'autant plus que depuis 2016 toutes les institutions de la République sont illégitimes parce que hors mandat. De plus, le pouvoir judiciaire est fortement instrumentalisé pour soutenir cette situation et permettre ainsi au régime en place de se maintenir en toute illégalité. Si cette situation perdure, la RDC s'achemine vers un chaos certain et généralisé.

Pour cette raison, le CLC, né de la volonté des fidèles catholiques de répondre aux nombreux appels de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO), en vue des élections garantissant l'égalité des chances, vous interpelle une fois encore pour solliciter une plus grande implication de l'institution panafricaine, afin de permettre au peuple congolais qui a tant souffert, de vivre une alternance pacifique qui puisse garantir la paix et la stabilité dans la région.

Pour sauvegarder l'intérêt commun, le CLC n'a pas d'autre choix, dans les semaines qui viennent, que de reprendre ses actions, avec l'ensemble du peuple congolais, plus que jamais éveillé et mobilisé.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre haute considération.

POUR LE COMITE LAIC DE COORDINATION

Jonas Tshiombela

Julien Lukengu

Prof. Isidore Ndaywel

Gertrude Ekombe

Prof. Justin Okana

Franklin Mbokolo